

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722 av de Colmar
47916 Agen Cedex 9

Agen, le 08/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EAU DE GARONNE (ex OZONE) - Agen

97 BD DU PRÉSIDENT CARNOT
47000 Agen

Références : PV/SM/Ubd24-47/2025/157
Code AIOT : 0003101807

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2025 dans l'établissement EAU DE GARONNE (ex OZONE) - Agen implanté lieu dit Rouquet 47000 Agen. L'inspection a été annoncée le 02/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action de contrôle de sites utilisant du chlore gazeux, menée suite à des incidents en France et en Italie impliquant ce produit dangereux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EAU DE GARONNE (ex OZONE) - Agen
- lieu dit Rouquet 47000 Agen
- Code AIOT : 0003101807

- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine de production d'eau potable de Rouquet, à Agen, réceptionne du chlore gazeux en bouteilles qui sont acheminées vers d'autres sites de traitement ou utilisées sur place. Elle est classée à ce titre sous le régime de la déclaration avec contrôle.

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12	Demande d'action corrective	2 mois
8	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité de produits stockés	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4	Sans objet
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2	Sans objet
5	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3	Sans objet
6	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5	Sans objet
7	Traitement des fuites	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.1	Sans objet
9	Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	dépression		
10	Stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités à trois articles de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 appellent des justificatifs et/ou actions correctives de la part de l'exploitant, à savoir :

- la levée des non-conformités des installations électriques ;
- l'amélioration des dispositifs protégeant et empêchant la chute des bouteilles de chlore stockées ;
- la justification du maintien en permanence d'une température inférieure à 50 °C dans l'armoire des bouteilles de chlore en service ;
- la vérification des détecteurs de chlore et la tenue d'un registre de ces vérifications.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité de produits stockés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> - vérification de la quantité totale maximale au regard de la quantité totale déclarée ; - vérification que la quantité totale présente dans l'installation le jour du contrôle est inférieure au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement
Constats : <p>Deux bouteilles de chlore d'une contenance de 49kg sont raccordées au système de traitement de l'eau. Lors des livraisons, le site accueille 8 bouteilles de 49kg qui sont acheminées vers les autres sites de traitement.</p> <p>Le site est soumis à la rubrique 4710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de la déclaration avec contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p>
Constats :

<p>Suite à la visite, l'exploitant transmet un avis de visite, établi par la société Socotec en date du 24 juin 2025, pour la réalisation du contrôle périodique prévu au titre de la rubrique 4710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Cet avis précise que la visite est fixée au 31 juillet 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées, en tenant compte du risque de corrosion dû à la présence éventuelle de chlore.</p> <p>Les gainages électriques et les tuyauteries ne doivent pas être une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant transmet le rapport de vérification n°91440/24/11758 du 09/10/2024 établi par la société Socotec. Ce rapport détaille des manquements et des dysfonctionnements des installations électriques.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité au point 2.7 de l'annexe I à l'arrêté du 17 décembre 2008.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs de mise en conformité des installations électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages et les locaux d'emploi sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 4.1. Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients de chlore en position verticale, robinet vers le haut. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur</p>

chute et les chocs.

Les conditions de stockage permettent de maintenir les récipients à l'abri des intempéries et de toute source d'inflammation. La température de l'installation est en permanence inférieure à 50 °C.

Constats :

Le stockage des bouteilles de chlore est localisé dans un local du bâtiment. Les bouteilles sont entreposées verticalement, contre un mur et sont maintenues par une chaîne. Ces dispositions sont insuffisantes "pour éviter leur chute et les chocs".

L'inspecteur invite l'exploitant à repenser ce système d'arrimage à l'instar des paniers de transport utilisés pour entreposage des bouteilles vides, ou de tout dispositif équivalent.

L'exploitant ne peut justifier du maintien en permanence d'une température inférieure à 50 °C dans l'armoire en plastique exposée à l'ouest contenant les deux bouteilles de chlore raccordées au système de traitement de l'eau.

Ces faits constituent des non-conformités au point 2.12 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Connaissance des produits - étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des produits - étiquetage

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Constats :

Les bouteilles de chlore font l'objet d'un étiquetage comportant notamment les symboles de danger.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la fiche de donnée de sécurité établie par son fournisseur de chlore.

L'exploitant déclare que les agents sont titulaires d'une habilitation chlore, et présente le document intitulé "book chlore" rassemblant les informations et procédures relatives à la manipulation dudit produit.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant dispose d'un état des stocks. Un plan de localisation des produits chimique est affiché dans les locaux du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traitement des fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, risque de fuite
Prescription contrôlée : L'exploitant définit les moyens de traitement et d'isolement des réservoirs défectueux ou fuyards et y consacre une procédure spécifique.[...] L'exploitant dispose a minima d'une cloche de sécurité permettant de confiner une fuite localisée sur le robinet du récipient.[...]
Constats : L'exploitant dispose de consignes d'urgence pour le traitement des fuites compilées dans le document "book chlore" présenté lors de la visite d'inspection. Une valise contenant deux cloches de sécurité permettant de confiner une fuite localisée sur le robinet des récipients est entreposée dans le local de stockage des bouteilles de chlore.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection
Prescription contrôlée : Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur de chlore. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien

<p>destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent.</p> <p>Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications tous les trois mois. Le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Une consigne décrit les actions correctives à mettre en oeuvre en cas de déclenchement de la détection.</p> <p>Ces détecteurs peuvent ne pas être mis en place lorsque l'installation se situe à plus de 50 mètres de tout local d'habitation ou de tout lieu de travail permanent à l'extérieur du site ou de tout établissement recevant du public. Ils sont néanmoins mis en place sous six mois lorsqu'un tel local d'habitation ou un tel lieu de travail permanent ou un tel établissement recevant du public est implanté à moins de 50 mètres de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé d'un détecteur de chlore dans le local de stockage des bouteilles de chlore, et d'un second détecteur dans l'armoire des bouteilles en service. L'exploitant déclare que ces détecteurs émettent une alarme sonore et qu'ils sont reliés au système de supervision informatique des installations.</p> <p>Le document intitulé "book chlore" contient un "registre des vérifications du détecteur de chlore". Ce registre n'est pas renseigné. L'exploitant déclare ne pas procéder à la vérification périodique (3 mois) des deux détecteurs.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité au point 4.3.1 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Justifier de la vérification des détecteurs de chlore et de l'enregistrement de ces vérifications dans un registre dédié.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 9 : Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le chloromètre est fixé directement sur le robinet du récipient de chlore. Toute autre configuration de montage du chloromètre, notamment le raccordement d'un chloromètre à plusieurs récipients, est interdite en l'absence de système de neutralisation correctement dimensionné.</p>

L'étanchéité de la liaison robinet-chloromètre est assurée par un joint approprié, remplacé lors de chaque démontage du chloromètre.
Constats : Un chloromètre est installé sur chacune des deux bouteilles de chlore en service. L'exploitant dispose d'une procédure pour le remplacement des bouteilles, et d'un stock de joints d'étanchéité robinet-chloromètre dans l'armoire des bouteilles en service.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : Le local est uniquement destiné au stockage du chlore. Les récipients sont équipés en permanence d'un chapeau dont la résistance au choc est conforme aux normes en vigueur et d'un bouchon de protection vissé sur le raccord de sortie, équipé d'un joint d'étanchéité. « La capacité unitaire de chlore des récipients est inférieure à 60 kg.
Constats : Lors de la visite, aucune bouteille n'est stockée. Les bouteilles vides sont de 49kg, de même que celles en service. Les bouteilles vides sont équipées d'un bouchon de protection vissé. Divers matériels sont entreposés dans le local de stockage le jour de la visite, dont une palette et un tuyau flexible. L'inspecteur rappelle à l'exploitant que le local ne peut accueillir que les bouteilles de chlore. Suite à la visite, l'exploitant a adressé à l'inspecteur une photographie attestant l'évacuation desdits matériels.
Type de suites proposées : Sans suite